L'alimentation est-elle une arme ?

Pensez à effectuer l'analyse préalable du sujet que nous vous proposons sur le site, c'est avec cet entraînement que vous acquérrez les principales techniques de la problématisation en Histoire et Géographie Economiques. Cet entraînement est indispensable pour obtenir une bonne note aux concours.

Plan *(Cliquer sur le titre pour accéder au paragraphe)*

****

I. Jusqu'à la fin des années 1970 la question des subsistances est au centre des préoccupations alimentaires mondiales. 1
II. Il existe, depuis une vingtaine d'années, un vaste réseau d'interdépendances dont le « marché » est censé assurer la régulation..... 2
III. Les différents acteurs de la mondialisation ont mis l'alimentation au service de leurs intérêts. 3

****

Depuis que la première armée a mis le siège devant la première ville, il est certain que l'alimentation est une arme. Depuis un demi-siècle, l'internationalisation puis la mondialisation tend cependant à faire évoluer le sens de l'expression « arme alimentaire ».

Dans sa définition étroite l'arme alimentaire caractérise la possibilité d'exporter ou non des produits agricoles vitaux ce qui paraît réservé à quelques agricultures (États-Unis, Union Européenne, nouveaux pays agricoles comme le Brésil) ; il s'agit d'un moyen de pression politique au service des États. La montée en puissance depuis quelques années de thèmes comme la « malbouffe » autant que les batailles boursières planétaires qui affectent le secteur agroalimentaire montre qu'il faut élargir la définition et son champ d'action. Tout montre que l'alimentation est une arme, mais au service de quels intérêts, dans quelles « guerres » et avec quelle efficacité ?

I. Jusqu'à la fin des années 1970 la question des subsistances est au centre des préoccupations alimentaires mondiales.

I.1. Le pouvoir alimentaire naît de la dichotomie entre des agricultures modernes exportatrices et des agricultures déficientes.

Cette dichotomie a des origines variées : poids des contraintes naturelles, poids des spécialisations économiques, blocages structurels dans les pays de l'Est et dans le Tiers-monde (économie de plantation, retard technologique, etc.). Elle se renforce dans les années 1960 et 1970 en raison de la croissance démographique, de l'urbanisation du

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.
Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

Histégé

L'alimentation est-elle une arme ?

Tiers-monde et d'un accroissement de la demande de viande (Pays de l'Est, Japon, pays émergents).

I.2. Les exportations alimentaires (essentiellement des céréales) renforcent l'asymétrie des échanges avec les PVD et les PET (pays en transition).

Elles pérennisent les dépendances en modifiant les modèles de consommation au détriment des traditions et des producteurs locaux. Du coup elles deviennent un instrument au service des stratégies commerciales (PL 480 et conquête du marché japonais par les USA dans les années 1950) et politiques (Food for Peace — 1966 ; embargo contre l'URSS en 1979 ; pétrole contre nourriture en Irak — 1997-2003).

I.3. On s'aperçoit cependant que l'arme alimentaire, difficile à mettre en œuvre, est au mieux dissuasive.

Sur le plan politique, aucune des tentatives d'embargo n'a vraiment réussi : l'URSS, comme la Rhodésie dans les années 1960 ou l'Irak aujourd'hui ont pu contourner le blocus, le coût économique et social n'a jamais été suffisant pour faire céder le pouvoir en place. Sur le plan commercial, les grands exportateurs se sont livrés à une surenchère ruineuse à coup de subventions. Dans l'ensemble l'arme alimentaire s'est retournée contre ceux qui l'ont brandie (pressions des organisations internationales dans le cas de l'Irak, pression des *farmers* américains évincés du marché soviétique…)

II. Il existe, depuis une vingtaine d'années, un vaste réseau d'interdépendances dont le « marché » est censé assurer la régulation.

II.1. Au début des années 1980 la dichotomie entre pays producteurs et pays consommateurs est devenue un élément structurel de la DIT.

Les guerres commerciales entre exportateurs s'intensifient. La logique productiviste qui prévaut au Nord pousse à la surproduction et donc à l'exportation à des prix en baisse d'autant plus qu'entre 1970 et 1990, les exportations agricoles ont été un des moyens de combler les déficits commerciaux aux USA et en France (« pétrole vert »). Les exportateurs secondaires ainsi que les petits paysans locaux se trouvent marginalisés (dans les PVD comme dans les PDEM).

II.2. Le recul de l'influence des États et des organisations internationales ouvre la voie aux multinationales (FMN).

En 1995, une centaine de firmes contrôlaient 50 % du marché alimentaire mondial. Elles disposent seules des structures techniques et des moyens financiers pour assumer les risques d'un marché mondial caractérisé par la surproduction. Ce sont des sociétés de négoce (Cargill, Louis-Dreyfus…), des compagnies spécialisées dans la production et la

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

distribution de produits tropicaux (United Brand, Chiquita…), des transformateurs et distributeurs (Nestlé, McDonald's, Promodès…).

II.3. En conséquence les enjeux ne sont plus seulement céréaliers ou même agricoles.

L'ensemble de la filière agro-industrielle est concerné (15 à 18% du PIB et de l'emploi en France comme aux Etats-Unis). En amont, la fourniture d'intrants (engrais, machines, semences, services) dépend de plus en plus de l'évolution de la demande de consommation. En aval, la pratique des prix d'appel sur les produits alimentaires est le B-A BA de la grande distribution tout comme la valorisation de l'exotisme. Du Nord comme du Sud, les agriculteurs sont les victimes de ces batailles multiples et entrecroisées.

III. Les différents acteurs de la mondialisation ont mis l'alimentation au service de leurs intérêts.

III.1. Les firmes multinationales sont en première ligne.

La maîtrise du marché des produits primaires n'est plus l'enjeu central. Au Nord et de plus en plus au Sud, l'urbanisation et l'élévation du niveau de vie des classes moyennes (entre un quart et un tiers de la population mondiale), l'industrialisation et de plus en plus la tertiarisation font évoluer la demande des produits agricoles de base vers des produits alimentaires transformés. Le contrôle de la valeur ajoutée par la transformation et plus encore la distribution est l'enjeu majeur. Bien que l'expression soit un peu galvaudée la « guerre des marques » est une réalité liée à la concentration des firmes. Les plus puissantes ne cherchent plus à vendre des produits mais un modèle complet d'alimentation pour tous les repas, pour tous les membres de la famille, pour toutes les circonstances. Suivant les moments, les pays et les firmes, sont mis en avant la qualité (gustative et/ou sanitaire), l'originalité ou au contraire l'universalité du produit ; la mode est aujourd'hui à « l'authenticité » sans que l'on sache très bien ce dont il s'agit.

III.2. On observe en second lieu, l'esquisse d'un rapprochement entre producteurs et consommateurs.

De manière assez inattendue, l'alimentation est devenue une arme aux mains des adversaires du capitalisme mondialisé, producteurs traditionnels et associations de consommateurs. Il est trop tôt pour dire s'il s'agit d'un changement durable dans les comportements collectifs ; en revanche les effets économiques sont sensibles (cas du maïs transgénique aux États-Unis, remise en question de la stratégie de FMN comme Monsanto, etc.).

III.3. Les États tendent à réaffirmer leur présence par le biais de la réglementation et des négociations commerciales.

D'une manière moins spectaculaire que dans d'autres secteurs, la déréglementation a touché la filière agro-économique. Actuellement, les États sont invités à réintervenir dans trois domaines : les rapports entre les producteurs et l'aval (transformation et

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.
Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

Histégé

L'alimentation est-elle une arme ?

distribution) ; l'encadrement réglementaire des nouvelles technologies et la garantie d'innocuité des produits offerts (traçabilité) ; la défense des intérêts des producteurs nationaux et régionaux dans les conflits commerciaux. La signature par G. Bush d'une loi augmentant de 70% les subventions à l'agriculture entre 2001 et 2006 va dans le même sens au détriment surtout des nouveaux exportateurs agricoles du Sud (Chine, Brésil…), on peut noter que l'Europe qui subventionne largement son agriculture n'a guère protesté.

Si comme le redoute la FAO, on assiste à une stagnation de la production vivrière au début du XXI^{e} siècle, « l'arme alimentaire » pourrait retrouver une certaine actualité. En attendant les problèmes agricoles demeurent le point d'achoppement des négociations du « Cycle de Doha » : les pays émergents exigeant des concessions que ni l'UE ni les Etats-Unis ne veulent faire. Vrai problème ou alibi pour justifier une pause dans le mouvement de libéralisation des échanges alors que celui-ci menace les positions du Nord dans l'industrie et les services ?

Patrice Touchard

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.